

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : TALLET, Bernard

Titre : « La brousse est finie! », in Tersiguel, P., Becker, C., *Développement durable au Sahel*, pp. 167-179

Editeur : Karthala, Paris

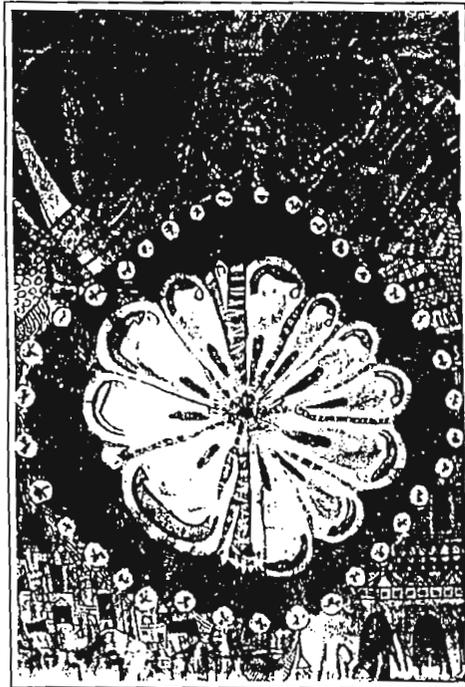
Date : 1998

iram

Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
49, rue de la Glacière • 75013 Paris • France
Tél. : 33 1 44 08 67 67 • Fax : 33 1 43 31 66 31
iram@iram-fr.org • www.iram-fr.org

Développement durable au Sahel

SOUS LA DIRECTION DE
Philippe Tersiguel et Charles Becker



Préface de Jean-Paul Deléage

KARTHALA - SOCIÉTÉS, ESPACES, TEMPS

La brousse est finie !

Comment impliquer les populations locales
dans un processus de gestion des ressources naturelles ?
(Exemple de l'ouest du Burkina Faso)

Bernard TALLET

L'attention accordée aux évolutions régressives des écosystèmes sahéliens ne doit pas occulter les menaces qui pèsent sur les espaces de savanes aux conditions climatiques pourtant plus favorables. Ces espaces mieux arrosés sont de plus en plus sollicités par les agriculteurs et une part croissante des terres est mise en culture, au détriment des zones boisées ou des jachères de longue durée. Toute la zone ouest du Burkina Faso est représentative de cette évolution qui est ici accentuée par un fort courant migratoire.

Malgré la rapidité de l'évolution des paysages et des pratiques culturelles, seules des approches productivistes ont reçu le soutien de financements extérieurs jusqu'à une date récente. C'est seulement au milieu de la décennie 80 qu'ont été testés, à une échelle fort modeste, des programmes de gestion des terroirs villageois ; ils ont essayé de prendre en considération la menace qui pèse sur la reproductibilité des systèmes de production à moyen et long termes. En 1991, le Projet de Développement Rural Intégré / Houet, Kossi, Mouhoun (PDRI/HKM) a démarré un ensemble d'actions sur une dizaine de départements de ces trois provinces de la zone cotonnière (Cf. cartes 1 et 2, *in fine*). En quatre ans de travail avec les populations rurales, le PDRI/HKM a cherché à les impliquer dans une démarche de réflexion/appropriation en vue d'une meilleure gestion des ressources naturelles.

Avant de présenter et d'analyser la démarche mise en œuvre, les réalités régionales sont exposées, afin de comprendre l'environnement socio-économique qui doit être maîtrisé par les populations.

Une région en pleine mutation

Rendre compte des mutations en cours dans l'Ouest du Burkina Faso, c'est éclairer une dynamique qui repose sur l'expansion

cotonnière favorisée par l'arrivée de nombreux migrants dans une région aux conditions naturelles favorables.

Un potentiel productif important

À l'échelle du Burkina Faso, l'Ouest est la partie du pays la plus favorisée par les conditions naturelles. Comprises entre les isohyètes 800 mm et 1000 mm, les précipitations annuelles sont représentatives de cette vaste zone de savane arborée, favorable à l'association céréales et coton. Traditionnellement peu peuplée, cette région associe des noyaux villageois voués à la polyculture vivrière sous parc arboré à une vaste brousse, domaine de la chasse et de la cueillette. Tout cet espace est régulièrement parcouru par les troupeaux transhumants des Peuls qui ont souvent établi des campements à proximité des villages. Des liens anciens ont été noués ainsi entre agriculteurs et éleveurs : contrats de fumure, confiage du bétail.

Ce système traditionnel d'utilisation de l'espace par les activités agricoles et pastorales a été bousculé par le mouvement de colonisation agricole.

Une zone de colonisation agricole

Espace aux densités humaines modestes (la carte des densités de la Haute-Volta établie en 1962 lui attribue une densité moyenne inférieure à 10 habitants par km²), l'Ouest apparaît à l'échelle du pays comme une région "vide". Comparé aux régions de forte concentration humaine du plateau mossi (densités pouvant atteindre 50 à 80 habitants par km²), l'Ouest est progressivement devenu un espace d'accueil pour les migrants à la recherche de terres à cultiver. Cette migration ancienne, qui avait débuté pendant l'époque coloniale, connaît des phases d'accélération correspondant aux années de sécheresse et de pénuries sur le plateau mossi : les années 1973 et 1984 ont été, par exemple, des dates d'importantes arrivées de migrants. L'installation de ces vagues successives de migrants est facilitée par un système de gestion foncière souple (la terre est prêtée à celui qui en a besoin pour nourrir sa famille) et par le réseau fortement structuré des migrants déjà installés.

Au cours des trente dernières années, par la conjonction de l'accroissement naturel et de l'arrivée de nouveaux migrants, l'Ouest a connu des rythmes de croissance très élevés — 10 % par an dans les fronts de colonisation. Dans un tel contexte, la transformation des paysages agraires a été très rapide, marquée par l'extension des surfaces cultivées, transformation radicale que les paysans expriment en disant que "la brousse est finie !".

De la modernisation à la fragilisation des systèmes de production

Le boom démographique de l'Ouest du Burkina a été accompagné d'une modernisation de l'agriculture. Dans le cadre de projets de développement mis en œuvre par les autorités nationales et les bailleurs de fonds étrangers, l'environnement économique a été modifié par des encouragements à la production de coton et la mise en place d'un système ingénieux de crédit facilitant la diffusion des intrants agricoles. En quelques années, une part importante des exploitations agricoles a considérablement évolué : adoption de la culture attelée, augmentation des superficies cultivées et forte hausse de la production de coton et de céréales. La région est devenue excédentaire de manière régulière.

Cet accroissement de la production, aux effets positifs indéniables, a dans le même temps fait apparaître de nouvelles tensions sociales et économiques :

- l'essentiel de l'augmentation des productions de céréales et de coton l'a été par l'augmentation des surfaces cultivées. Les gains de productivité n'ont pas été suffisants pour freiner la multiplication des défrichements et l'ouverture de nouveaux champs ;

- la course aux défrichements pour le contrôle de la terre, des meilleures terres, a avivé les tensions entre autochtones et migrants ;

- l'expansion des surfaces cultivées a réduit les espaces pastoraux ; la diffusion et la dispersion des champs de brousse a accru les dégâts causés par les animaux. Les incidents entre agriculteurs et éleveurs se sont multipliés ;

- à cette forte consommation d'espace, s'ajoutent les difficultés de commercialisation, en particulier du maïs dont les prix faiblement rémunérateurs entravent les efforts d'intensification.

Ainsi, par contrecoup, le succès rencontré dans l'amélioration du niveau de la production agricole révèle les faiblesses des systèmes de production dans la zone. Au cours des dix dernières années, les interrogations sur l'avenir de la région se sont multipliées, aboutissant à une évolution progressive des stratégies d'appui au milieu rural.

De la prise de conscience à l'action

Le passage progressif d'une approche essentiellement productiviste du développement à une meilleure perception des risques qui pèsent sur le potentiel productif de la région s'est opéré dans le cadre de l'approche "gestion des terroirs". Cette approche, initiée au milieu des années 1980 à l'échelle du Burkina, avec le lancement du programme-test de gestion des terroirs sur une douzaine de régions, a voulu attirer l'attention sur la dégradation des ressources naturelles, et

introduire de nouvelles méthodes d'organisation et de gestion de l'espace.

Héritier du programme-test conduit dans un nombre réduit de villages de la boucle du Mouhoun, le PDRI / HKM a reçu, en 1991, la mission de mettre en œuvre une méthode d'intervention capable de garantir un développement durable en zone cotonnière. Une première phase d'expérimentation de trois ans était prévue sur une dizaine de départements à l'intérieur des trois provinces retenues.

La leçon tirée lors du programme-test (1986-90) a été de reconnaître les limites des approches techniques tentées pour mieux gérer les ressources naturelles ; l'insuffisante implication des populations a freiné l'adoption des mesures préconisées. Malgré les menaces pesant sur les ressources disponibles, les préoccupations des populations semblaient être ailleurs.

De cette analyse des interventions antérieures a découlé la nécessité de procéder autrement : donner la parole aux ruraux, répondre à leurs attentes dans un premier temps.

Établir un "diagnostic conjoint" avec les populations

En 1992, les équipes du Projet ont écouté les différents acteurs locaux dans les villages des dix départements retenus et ont élaboré ainsi un tableau des contraintes au développement, synthèse de l'expression des difficultés rencontrées et des attentes (page suivante).

Ce tableau des contraintes au développement est intéressant. Ainsi :

— les besoins en infrastructures sociales sont clairement exprimés : les écoles, les dispensaires, les forages font défaut ; il faut équiper les villages ;

— le désenclavement, dans une économie rurale où les échanges augmentent est perçu comme une urgence ;

— la gestion de la modernisation agricole apparaît difficile et suscite des mécontentements : colère contre la SOFITEX (Société des fibres textiles) chargée de la commercialisation du coton, colère contre les commerçants, contre la CNCA (Caisse nationale de crédit agricole). Mais on constate aussi la carence des organisations paysannes : les GV (Groupements villageois), chargés de gérer les intrants, le crédit, la commercialisation primaire du coton, n'ont pas rempli correctement leur rôle ;

— enfin on note une longue liste de constats sur la dégradation des pratiques agricoles et la multiplication des tensions, mais les propositions de remèdes sont absentes.

Ce déséquilibre souligne la difficulté de traiter les problèmes de gestion des ressources naturelles. Néanmoins, ce type de tableau ouvre la voie au dialogue, à une interpellation des acteurs locaux lors des restitutions.

Diagnostic de situation — tableau des contraintes au développement —

<i>Ce qui est dit</i>	<i>Ce qui est attendu</i>
mauvaise santé analphabétisme manque d'eau en saison sèche	équipement sanitaire équipement scolaire approvisionnement en eau (puits, forages)
mauvais état des pistes difficile approvisionnement en intrants agricoles isolement des marchés, des villages	désenclavement - entretien des pistes - construction d'ouvrages de franchissement
mécontentement sur les prix agricoles dysfonctionnement des GV (endettement, détournement, mauvaise gestion du crédit)	informations sur les prix hausse du prix d'achat des productions amélioration du système de crédit
baisse de la fertilité, concurrence des mauvaises herbes manque de terres disponibles : réduction des jachères dégâts aux cultures par le bétail manque de pâturages exprimé par les éleveurs raréfaction du bois exprimée par les femmes multiplication des conflits entre autochtones et migrants, entre agriculteurs et éleveurs.	?

Approfondir ensemble les constats

Au cours des enquêtes pour établir un diagnostic de la situation, l'impression dominante a été celle de la montée des inquiétudes : inquiétude face à un environnement économique mal connu et non maîtrisé par les producteurs ; inquiétude face à l'avenir de la région exprimé souvent par le manque de terre.. "La brousse est finie". L'expression souligne un renversement brutal de situation dans une région où la faible occupation de l'espace est encore un souvenir vivace, où les responsables autochtones cherchaient naguère à attirer les migrants pour défricher et occuper une brousse perçue comme un

espace mal contrôlé ! Ce changement de situation bouscule tout le jeu des relations sociales ; les conflits, certes habituels entre agriculteurs et éleveurs, ne cessent de se développer ; les relations entre autochtones et migrants devenus majoritaires dans plusieurs départements sont de plus en plus caractérisées par le poids des problèmes fonciers ; l'opposition entre générations marquée par la modernisation agricole (volonté de contrôler la force de travail pour les aînés, désir d'indépendance pour les cadets) reflète, de plus en plus, les enjeux fonciers : ainsi le reproche est adressé aux anciens d'avoir accueilli trop de migrants.

Dans un tel contexte, il apparaît plus normal que la colonne " ce qui est attendu " face aux constats de dégradation du milieu naturel reste vide. L'accord se fait facilement sur les besoins en infrastructures sociales, sur les reproches adressés aux autres acteurs économiques (banque, commerçants...). Mais la gestion du terroir renvoie à la responsabilité des acteurs locaux et donc au jeu de leurs intérêts souvent contradictoires.

Face au non-dit, le travail d'animation des équipes du projet se fait, notamment, par des séances de restitution de ces tableaux de contraintes au développement. Le travail pédagogique s'articule autour de l'inquiétude exprimée sur l'avenir de la région : que faire ? comment le faire ? Ensemble, des pistes de travail, de réflexion sont abordées ; elles peuvent être regroupées en trois catégories :

1) améliorer le niveau d'équipement

La construction d'infrastructures sociales et les travaux de désenclavement peuvent être réalisés avec le concours financier du PDRI/HKM et l'appui de services techniques sectoriels.

2) s'informer et s'organiser pour mieux maîtriser les circuits économiques

Sur la filière coton, une meilleure information est demandée à la SOFITEX (annonce des prix des intrants, d'achat du coton ; suivi du conditionnement du coton).

Sur la filière céréales, des actions sont lancées : participation de représentants de GV aux bourses céréalières, appui au stockage de céréales afin de limiter les ventes en début de campagne de commercialisation lorsque les prix sont bas.

Sur la filière bétail, appui à l'amélioration sanitaire par l'aménagement de parcs de vaccination et par des contacts avec les services de l'élevage et les vétérinaires privés.

3) mieux gérer l'espace

L'animation consiste à proposer des éléments de réponse aux constats de dégradation des ressources disponibles. Le risque de dégradation des sols et de baisse de la fertilité peut être limité par des techniques de défense et de restauration des sols, en particulier sur les sols pauvres ou en pente qui ont été attribués à des migrants. Il est possible de réduire le nombre de conflits dus aux dégâts entraînés par

les troupeaux, en prévoyant des pistes entre les pâturages et les points d'eau.

Les discussions sont souvent animées ; des perspectives neuves sont entrevues. Une nouvelle phase du travail d'appui/conseil auprès des populations locales va pouvoir démarrer. Il y a déjà clarification des constats et des attentes ; il faut impulser une dynamique pour dépasser ce stade des discussions. Cela suppose la mobilisation de moyens financiers mais aussi des processus d'implication des populations.

Renforcer le pouvoir local pour dégager de nouvelles perspectives de gestion et d'aménagement de l'espace

Après l'étape de diagnostic, il est évident que les principales composantes de la société rurale ont conscience des risques qui pèsent sur l'avenir de leur région ; cependant, aucune organisation n'a véritablement autorité pour gérer l'espace, hormis le pouvoir coutumier traditionnel contesté par les revendications des nouvelles générations et ébranlé par le rapport numérique favorable aux migrants. Au niveau local, l'expression des forces vives de la société devient un enjeu central, conditionnant l'examen des contraintes précédemment identifiées.

Proposer un cadre de concertation

L'idée maîtresse a été alors d'impulser une dynamique sociale capable de gérer les interrogations et les inquiétudes sur la reproductibilité des systèmes de production actuels. Le danger pouvait résider dans l'enfermement dans un dialogue entre chaque village et les intervenants extérieurs. Le Projet a proposé d'organiser des sessions d'un cadre de concertation à l'échelle départementale : les besoins de financement de chaque village ne seraient pas examinés par la structure du Projet détentrice des fonds, mais chaque demande serait soumise, pour examen et approbation, à un collège composé majoritairement de représentants villageois dans le cadre des forums départementaux.

Au cours des années 1993 et 1994, les nouveaux mécanismes de financement ont été testés et ont évolué pour répondre à la dynamique créée :

— examen de nombreux projets : implication des populations dans les études de faisabilité technique et financière, avec l'appui des équipes du projet et des services techniques ;

— élaboration progressive d'un code de financement applicable au FAIV (Fonds d'Appui aux Initiatives Villageoises, subventions

issues du Projet); dotation budgétaire annuelle pour chaque département, répartition par grandes enveloppes (infrastructures sociales, appui aux activités économiques, aménagement et gestion des terroirs);

— extension des compétences des forums par le passage de l'examen de projets ponctuels à une réflexion sur les orientations des actions de développement à l'échelle départementale.

Forum départemental
Organe de gestion du développement local

— **Composition :**

séance plénière ouverte à tous les intervenants dans le département : représentants villageois, promoteurs de projets individuels ou collectifs, services techniques, Administration, associations et ONG, institutions de financement, projets de développement.

séance restreinte : collège décisionnel constitué par :

- deux représentants par village,
- un représentant de l'Administration,
- un représentant par institution financière,
- un représentant par service technique impliqué dans les projets villageois soumis à un examen,
- deux représentants du PDRI/HKM.

Les représentants villageois disposent de la majorité absolue dans le collège électoral.

— **Fonctions :**

- sessions d'examen de projets villageois : le collège décisionnel se prononce sur l'octroi de subventions ;
- suivi du niveau d'exécution technique et financière des projets agréés ;
- réflexion sur les orientations de développement à l'échelle départementale et définition de priorités dans les actions.

Cette évolution rapide dans l'organisation du financement du développement local a été rendue possible par un important travail de formation des représentants villageois au forum départemental grâce à :

- des explications sur le rôle des représentants villageois ;
- le travail et le suivi des décisions prises, le respect des engagements, l'avancement des chantiers ;
- des sessions d'évaluation qui ont un rôle déterminant dans la maîtrise progressive de ces mécanismes nouveaux par les populations

locales et dans l'élargissement des compétences des forums départementaux.

Agir pour mieux gérer les ressources naturelles

Dans un processus de démocratisation, dans la prise de décision et dans la gestion de moyens financiers, le risque de dérive est grand : absence de rigueur dans l'analyse des projets soumis à financement (chaque village a droit à sa part de subventions), préférence pour des demandes consensuelles (demander une école ou un dispensaire ne dérange pas les rapports de force à l'intérieur du village). Le résultat est alors l'orientation massive des demandes de financement vers des projets d'investissements sociaux ; cela est cohérent avec l'ampleur des besoins réels, mais ne répond pas à l'ensemble des contraintes au développement identifiées lors de l'enquête-diagnostic.

L'analyse des premiers résultats des sessions de forums départementaux, l'évaluation conjointe menée par les représentants villageois et les équipes du Projet ont montré la nécessité de dépasser les demandes sociales, importantes mais insuffisantes pour répondre aux défis de l'avenir de la région. L'animation suscitée autour de la comparaison entre les réalisations (projets agréés par les forums) et les contraintes identifiées lors du diagnostic ont permis d'impulser une dynamique nouvelle :

— répartition des dotations budgétaires afin de limiter les ressources disponibles pour financer les infrastructures sociales et afin de permettre le financement d'activités économiques et d'opérations d'aménagement de l'espace ;

— tenue de forums départementaux consacrés aux orientations prioritaires à donner aux actions de développement.

Deux directions principales ont été retenues : adoption d'une liste classant, par ordre de priorité, les investissements sociaux à mettre en œuvre en fonction des enveloppes financières disponibles ; émergence de projets économiques et d'aménagement visant à répondre aux contraintes identifiées.

Le forum d'orientation a eu aussi un double effet pédagogique. D'abord, il a permis le démarrage concret de nouveaux projets ; ensuite il a montré qu'en termes d'aménagement de l'espace, des réponses concrètes pouvaient être apportées aux difficultés rencontrées. Deux exemples peuvent illustrer cette affirmation.

Le premier concerne plusieurs départements où des accords ont été négociés pour la délimitation de couloirs de passage, permettant la circulation du bétail entre les zones de pâturages et les points d'abreuvement. Conçus comme une réponse à la multiplication des conflits entre agriculteurs et éleveurs, ces couloirs de passage ont nécessité de nombreuses discussions avant d'aboutir à un accord. Au

cours des discussions, d'autres éléments ont été abordés : place économique de l'élevage dans l'économie rurale, gestion des pâturages, association agriculture-élevage (contrat de fumure, collecte des résidus de culture, vaine pâture sur les champs après la récolte...). Tous ces débats complexes n'ont certes pas abouti, mais la preuve est fournie qu'avec une porte d'entrée comme la délimitation des couloirs de passages, un dialogue peut être établi entre agriculteurs et éleveurs. Des perspectives nouvelles sont ouvertes grâce à des combinaisons possibles entre une approche de la filière de l'élevage (amélioration sanitaire, appui à la commercialisation) et une approche aménagiste (gestion des pâturages et des points d'eau).

Le second exemple est l'essor des aménagements de sites anti-érosion, récemment encore absents de l'ouest du Burkina. La baisse de la fertilité et les risques de dégradation des sols ont été exprimés lors de l'enquête-diagnostic. Ces constats résultent de l'augmentation de la pression foncière (faute de terres disponibles, les mêmes espaces sont fortement sollicités), mais aussi de l'attribution aux migrants de sols en pente ou à faible valeur agronomique. Les propositions de techniques de défense et de restauration des sols reçoivent alors un accueil favorable.

Les demandes d'appui financier pour mener à bien ces actions sont présentées aux forums départementaux. L'impact de la diffusion d'informations en faveur de techniques peu répandues dans la région est évident. L'accord du forum est important aussi pour des aménagements qui concernent souvent des exploitations de migrants au statut foncier précaire. À partir d'un aménagement technique, sont soulevées les questions, centrales en zone de colonisation agricole, du statut de la terre et d'une meilleure maîtrise des ressources naturelles, en particulier de la terre.

Les deux exemples mentionnés — délimitation de couloirs de passage, aménagement de sites anti-érosion — n'ont pas d'autre prétention que de montrer qu'un processus de responsabilisation des acteurs locaux peut déboucher sur des actions concrètes. Ces premiers résultats récents et fragiles dans le domaine de la gestion des ressources naturelles appellent les commentaires suivants.

Mieux gérer les ressources naturelles, un défi à relever

Même si elle est encore récente, l'expérience conduite par le PDRI / HKM en zone de colonisation agricole permet de dégager des axes de réflexion sur la gestion des ressources naturelles, et de dresser un bilan provisoire.

Sur le plan du dispositif d'intervention, qu'il s'agisse d'un projet de développement ou d'un service technique, plusieurs principes méthodologiques s'imposent :

- se mettre à l'écoute des populations locales : le diagnostic conjoint entre populations et intervenants extérieurs laisse émerger les préoccupations des populations. La recherche de solutions pour une meilleure gestion des ressources naturelles n'apparaît pas comme prioritaire, ne serait-ce qu'à cause de la complexité des questions et des enjeux soulevés ;

- disposer de moyens financiers afin d'impulser des actions concrètes et de sortir rapidement du domaine de la parole en répondant aux attentes des populations ;

- créer des cadres de concertation aptes à gérer le financement des actions de développement, à représenter les intérêts divergents des populations.

Le renforcement indispensable du pouvoir local doit s'accompagner d'un positionnement original des structures d'intervention :

- accepter de perdre le rôle de définition des programmes de travail et d'investissements ;

- privilégier le rôle d'appui/conseil au service des populations pour dégager des perspectives nouvelles.

Pour en revenir à la zone ouest du Burkina, deux risques majeurs de dérive existent : accepter la marginalisation croissante des éleveurs, donc ne pas arriver à mettre en œuvre des mécanismes d'association entre agriculteur et éleveur ; rêver de solutions qui excluraient les migrants devenus numériquement importants dans la région, et qui contribueraient à accroître les tensions sociales. Ces risques sont déjà présents et ont contribué à la dégradation des ressources naturelles : course aux défrichements entre autochtones et migrants, mise en culture de sols fragiles, déboisement des rives des cours d'eau. En ce sens, corriger les excès commis antérieurement, éviter la répétition d'actions négatives supposent une meilleure maîtrise des rapports sociaux. Des instances de concertation, du type des forums départementaux initiés dans l'ouest du Burkina, doivent progressivement acquérir un pouvoir d'arbitrage entre des intérêts divergents. Face à des systèmes de production fragilisés, les instances de concertation dotées de moyens financiers devront favoriser les initiatives soucieuses d'une meilleure gestion des ressources naturelles. La modeste expérience du PDRI II KM montre que des marges de manœuvre existent quand l'implication des populations locales est réelle : des obstacles sont levés, des actions concrètes démarrent, des perspectives se dessinent (exemple des réflexions en cours sur les codes de gestion de l'espace dans certains départements). Le défi a commencé à être relevé !

Bibliographie

- BERTOMÉ J., MERCOIRET J.
1992 *Planification du développement local. Guide méthodologique*, Paris, Ministère de la Coopération / La documentation française : 345 p.
- BORDERON A.
1990 *Rapport d'évaluation du projet de développement rural des provinces du Houet, de la Kossi, et du Mouhoun*, Paris, Caisse Française de Développement, tome 1 : 8 p. ; tome 2, annexes : 78 p.
- 1990 *Les interventions en milieu rural. Principes et approche méthodologique*, Paris, Ministère de la Coopération / La documentation française : 198 p.
- IRAM
1995 *Journées d'études 1995. Le développement local*, Paris, IRAM : 110 p. (doc. mult.).
- LAURENT P. J., MATHIEU P., TOTTE M.
1994 *Migrations et accès à la terre au Burkina-Faso*, Cahiers du CIDEP n° 20. Louvain-La-Neuve : 138 p.
- 1994 *De la gestion de terroirs au développement local. Les orientations de l'aide française*, Paris, Ministère de la Coopération et Caisse Française de Développement : 30 p.
- TALLET B.
1985 « Espaces ethniques et migrations », *Politique Africaine*, 20 : 65-77.

